

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

<p>MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'OPERATION DE</p> <p>RESTRUCTURATION/CONSTRUCTION DU NOUVEL HOPITAL DU CH LEON BOURGEOIS DE CHALONS-EN-CHAMPAGNE</p>

POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

Etablissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC)

45, rue Cognacq-Jay

51092 Reims Cedex

MAITRE D'OUVRAGE

CENTRE HOSPITALIER LEON BOURGEOIS

51, rue du Commandant Derrien

51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	5
1.1. Objet de l'opération – Objet du marché	5
1.2. Lieu d'exécution du marché	5
1.3. Caractéristiques principales de l'opération	5
1.3.1. Planning prévisionnel de l'opération	5
1.3.2. Enveloppe financière prévisionnelle des travaux.....	6
1.3.3. Domaines	6
1.4. Maître d'ouvrage (MOA).....	6
1.5. Titulaire.....	6
1.6. Autres intervenants à l'opération	6
1.6.1. Contrôle Technique	6
1.6.2. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	7
1.7. Décomposition en tranches	7
1.8. Missions confiées au Maître d'œuvre	8
1.9. Composition et organisation de l'équipe	9
1.10. Sous-traitant	9
1.11. Changement de Maître d'Ouvrage.....	11
1.12. Réalisation de prestations similaires.....	11
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	11
2.1. Pièces particulières et générales	11
2.2. Documents contractuels établis après notification du marché	12
2.3. Clause de réexamen	12
ARTICLE 3. MODALITES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	13
3.1. Forme des notifications	13
3.2. Ordres de service	13
ARTICLE 4. PRIX ET VALORISATION DU PRIX.....	13
4.1. Prix du Marché, nature du prix.....	13
4.2. Forfait de rémunération provisoire et définitif	14
4.2.1. Forfait provisoire.....	14
4.2.2. Forfait définitif.....	14
4.3. Modalité de variation des prix	15
4.4. Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance	15
ARTICLE 5. MODALITES DE REGLEMENT.....	15
5.1. Avance	15
5.2. Acomptes	16
5.2.1. Echancier de paiement des acomptes.....	16
5.2.2. Demande de paiement	17

5.3.	Solde	18
5.4.	Règlement des cotraitants	19
5.5.	Règlement des sous-traitants	19
5.6.	Versements, délais de paiement.....	19
ARTICLE 6.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
6.1.	Affermissement d'une tranche	20
6.2.	Ordres de service pour l'exécution des Marchés de travaux	20
6.3.	Prestations supplémentaires ou modificatives	20
6.4.	Prolongation éventuelle des délais d'exécution.....	21
6.5.	Délais d'exécution des prestations et pénalités pour retard.....	21
6.6.	Autres pénalités	23
6.7.	Régime des pénalités.....	23
6.8.	Présentation des documents	24
6.9.	Délais d'admission des études	24
6.10.	Vérifications des décomptes des entrepreneurs.....	25
6.10.1.	Vérification des projets de décomptes des entrepreneurs.....	25
6.10.2.	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur.....	25
6.10.3.	Vérification paiement des travaux connexes	26
6.10.4.	Instruction du mémoire en réclamation	26
ARTICLE 7.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	26
7.1.	Application des principes généraux de prévention	26
7.2.	Collaboration dans la phase des études.....	26
7.3.	Mesures d'organisation générale du chantier.....	27
ARTICLE 8.	MAITRISE DES COUTS ET ENGAGEMENTS.....	27
8.1.	Engagements du Titulaire sur le coût prévisionnel des travaux (CPT)	27
8.2.	Engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux (CPDT).....	27
8.3.	Engagement sur le coût de référence des travaux (CRT).....	28
ARTICLE 9.	MODIFICATIONS DE LA TENUEUR DES TRAVAUX.....	29
9.1.	Modifications de catégories A et P.....	29
9.2.	Modifications de catégorie E.....	30
9.3.	Modifications indépendantes des trois catégories.....	30
ARTICLE 10.	UTILISATION DES RESULTATS.....	30
ARTICLE 11.	RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	31
11.1.	Réception des documents.....	31
11.2.	Achèvement de la mission	31
ARTICLE 12.	RESILIATION DU MARCHE	31
12.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	31
12.2.	Résiliation pour réalisation d'un cas d'exclusion	32

12.3.	Résiliation pour faute du titulaire.....	32
12.4.	Résiliation pour non-respect des engagements sur le coût des travaux.....	32
12.5.	Modalités de résiliation dans le cadre d'un groupement.....	32
ARTICLE 13.	ASSURANCES	33
13.1.	Assurance de responsabilité civile professionnelle	33
13.2.	Assurance de responsabilité civile décennale	34
13.3.	CCRD	34
13.4.	Assurance tout risque chantier.....	34
13.5.	Assurance dommages - ouvrage	34
13.6.	Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage	35
ARTICLE 14.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	35
ARTICLE 15.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	35
15.1.	Situation fiscale et parafiscale du titulaire	35
15.2.	Etat annuel des certificats reçus et lutte contre le travail illégal	35
ARTICLE 16.	DEROGATIONS AU CCAG-MOE	36

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

1.1. Objet de l'opération – Objet du marché

Le Centre Hospitalier Léon Bourgeois de Châlons-en-Champagne a engagé dans le cadre de son Schéma Directeur Immobilier une démarche de réorganisation et de densification de ses activités qui nécessitent des opérations de restructuration, de construction et de démolition permettant de reconfigurer ses sites pour répondre aux exigences de la médecine de haut niveau.

Le CH a fixé des objectifs majeurs qui concernent tant les dimensions de l'organisation des prises en charge des patients, avec une démarche volontariste de développement de l'ambulatoire, de la création d'un bloc opératoire neuf et des objectifs de rationalisation énergétique et fonctionnelle de son patrimoine immobilier.

Les travaux projetés sont définis par le programme technique détaillé de l'opération.

Le marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives et Particulières, est un Marché de Maîtrise d'œuvre, au sens du Livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique « Dispositions propres aux Marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée » précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par les maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

1.2. Lieu d'exécution du marché

CENTRE HOSPITALIER LEON BOURGEOIS
51, rue du Commandant Derrien
51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

1.3. Caractéristiques principales de l'opération

1.3.1. Planning prévisionnel de l'opération

Le délai global de réalisation de la mission, toutes tranches comprises, est estimé à 6 ans hors année de parfait achèvement.

Toutefois, dans la mesure où le planning à valeur contractuelle remis par le Titulaire dans son offre présente un délai global inférieur, seul ce dernier est alors applicable au Marché.

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant (la teneur des différentes phases étant définie par le programme technique détaillé) :

- Date prévisionnelle de démarrage des prestations : janvier 2026 ;
- Conception : 18 mois
- Travaux phase 1 : 11 mois compris période de préparation
- Travaux phase 2 : 6 mois
- Travaux phase 3 : 37 mois

Toutefois, dans la mesure où le planning à valeur contractuelle remis par le Titulaire dans son offre présente des délais inférieurs à ceux définis ci-dessus, seules ces derniers sont alors applicables au Marché.

1.3.2. Enveloppe financière prévisionnelle des travaux

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est de 24 905 000 € hors taxes, date de valeur novembre 2024, toutes phases de travaux confondues.

Les phases de travaux sont définies par le programme technique détaillé de l'opération.

1.3.3. Domaines

- ☒ Réhabilitation
- ☒ Construction neuve

1.4. Maître d'ouvrage (MOA)

Au sens du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le « maître de l'ouvrage » s'entend de la personne morale pour le compte de laquelle le marché de maîtrise d'oeuvre est exécuté.

Le Maître d'Ouvrage est :
CENTRE HOSPITALIER LEON BOURGEOIS
51, rue du Commandant Derrien
51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

Le Maître d'Ouvrage est par ailleurs et au sens du CCP un Etablissement Public de Santé.

1.5. Titulaire

Le Titulaire co-contractant du Maître d'Ouvrage, également et indifféremment désigné par les vocables « groupement » ou « maître d'œuvre » au sein du présent document et des autres pièces du marché, est identifié à l'acte d'engagement.

L'acte d'engagement mentionne également :

- La composition et la nature du groupement qui le constitue ;
- La ou les personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter pour l'exécution du Marché (par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-Travaux).

Le mandataire du groupement représente l'ensemble de ses membres vis à vis du Maître d'Ouvrage et coordonne leurs prestations.

1.6. Autres intervenants à l'opération

Au stade de la rédaction du présent document le maître d'ouvrage envisage, pour les besoins de l'opération, de confier une mission (complète ou partielle) d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou de conduite d'opération à un prestataire dédié.

1.6.1. Contrôle Technique

L'opération liée au présent Marché est soumise au contrôle technique.

Une mission de contrôle technique est ainsi confiée par le Maître d'Ouvrage à un prestataire spécialisé.

Le maître d'œuvre doit lui soumettre pour avis l'ensemble des dossiers d'études. Le contrôleur intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Le Titulaire doit donc tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique

le concernant, sauf avis contraire express du Maître d'Ouvrage, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études de conception et des études préalables à l'exécution que de l'exécution des ouvrages, jusqu'à obtention d'un rapport final sans réserve.

Le contrôleur technique choisi par le Maître d'Ouvrage n'est pas habilité à intervenir pour le compte du groupement pour quelque mission que ce soit pendant l'exécution du Marché.

La mission de contrôle technique n'est pas attribuée au moment de la rédaction du présent CCAP. Le nom de l'attributaire est porté à la connaissance du Titulaire retenu dès attribution.

1.6.2. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

L'opération, objet du présent Marché, relève de la Catégorie I au sens de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, modifiés par le décret d'avril 2002, codifiés dans le code du travail (notamment art. L.4532-1 et s. et R. 4532-1 et s.). Elle est ainsi soumise à l'obligation de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire du Marché en application des dispositions du Code du Travail ne sont toutefois pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné sous le nom de coordonnateur SPS.

Pendant la phase réalisation des travaux, le Coordonnateur SPS est présent en réunion de chantier hebdomadaire sur convocation du MOA ou du Titulaire et participe aux visites de chantier autant que nécessaire pour l'accomplissement de sa mission.

La mission de coordonnateur Sécurité Santé des travailleurs n'est pas attribuée au moment de la rédaction du présent CCAP. Le nom de l'attributaire est porté à la connaissance du Titulaire retenu dès attribution.

1.7. Décomposition en tranches

Le présent marché est unique et non-alloti.

Il est composé d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles :

La tranche ferme comprend :

- Les éléments de la mission de base relatifs à l'opération dans son ensemble, toutes phases de travaux confondues ;
- Les éléments de mission complémentaires CSSI et Synthèse ;
- Les prestations de la mission complémentaire OPC relatives à la phase ESQUISSE.

La tranche optionnelle n°1 comprend :

- Les prestations de la mission complémentaire OPC relatives aux phases APS à AOR.

La tranche optionnelle n°2 comprend :

- Les études de micro-implantation des équipements biomédicaux, logistiques, et mobiliers et des interfaces associées

La tranche optionnelle n°3 comprend :

- Les études de BIM Management

1.8. Missions confiées au Maître d'œuvre

Les éléments de mission listés ci-après correspondent à la définition du Livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique « Dispositions propres aux Marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée » précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par les maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé, et notamment :

- aux articles L. 2431-1 à L. 2431-3 pour sa partie législative et R.2431-4 à R.2431-23 pour sa partie réglementaire ;
- aux annexes I et II de l'arrêté du 22 mars 2019 « Précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé ».

MISSIONS		ABRÉVIATIONS
MISSION « DE BASE »		
	Etudes d'Esquisse	ESQ
	Etudes d'avant-projet	AVP
	Avant-projet sommaire	APS
	Avant-projet définitif	APD
	Elaboration du PC et/ou autres autorisations administratives	PC
	Études de Projet (y-c DCE et Détails quantitatifs estimatifs et décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;	PRO/DCE
	Assistance pour la Passation des Marchés de Travaux	ACT
	Visas des études d'exécution (y-c synthèse)	VISA
	Direction de l'exécution des contrats de travaux	DET
	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR
AUTRES ELEMENTS DE MISSION COMPLEMENTAIRES		
	Ordonnancement, Pilotage et Coordination	OPC
	Synthèse des études d'exécution faites par les entreprises	SYN
	Coordination des systèmes de sécurité incendie	CSSI

Les missions et leur contenu sont par ailleurs définis par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il est par ailleurs précisé que :

- La mission PC comprend l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage ou à son représentant au cours de leur instruction ;
- Toutes les notes de calcul éventuellement rendues nécessaires par la réglementation sont réalisées par le titulaire et transmises au maître de l'ouvrage ou à son représentant au fur et à mesure de leur réalisation ;
- Le titulaire transmettra également :
 - Les informations nécessaires à la consultation de prestataires, concessionnaires ou administrations pour l'alimentation des bâtiments en énergie, les liaisons

téléphoniques, l'alimentation en eau potable ainsi que l'évacuation des eaux usées et pluviales ;

- Les informations techniques nécessaires au maître d'ouvrage pour effectuer la déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique relatif aux travaux à proximité de réseaux. Après analyse des réponses des exploitants de réseaux à la déclaration de projet de travaux, le titulaire propose au maître d'ouvrage ou à son représentant la nature des investigations complémentaires éventuellement nécessaires.

Le démarrage de chaque élément de mission est notifié par Ordre de Service (OS) et/ou par décision dématérialisée du Maître d'Ouvrage avec accusé de réception.

1.9. Composition et organisation de l'équipe

Le cotraitant du groupement d'opérateurs économiques désigné dans le Marché comme mandataire représente l'ensemble de ses cotraitants, vis-à-vis du maître d'ouvrage, pour l'exécution du Marché. Il a seul qualité pour coordonner leurs prestations, recevoir les instructions du maître de l'ouvrage ou de son représentant et pour transmettre à ce dernier les productions du groupement.

Ledit mandataire désigne au maître d'ouvrage ou à son représentant la personne de l'équipe chargée d'assurer, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du Marché, la coordination effective de toutes les études, du suivi des travaux et du suivi financier, pour ce qui concerne les obligations du Titulaire. Il doit soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage ou de son représentant tout changement affectant cette personne dans les conditions fixées par l'article 3.4.3. du CCAG MOE. Cette personne doit assister à toutes les réunions demandées par le maître d'ouvrage ou son représentant pendant la phase « études » et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase « travaux » et être habilitée à prendre sur-le-champ les décisions nécessaires.

A défaut d'avoir désigné une autre personne pour exercer cette coordination, le mandataire signataire est considéré par le maître d'ouvrage ou son représentant comme le coordinateur chargé du rôle défini ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG MOE, la décision d'acceptation ou de récusation du remplaçant proposée par le Titulaire est expresse et n'est soumise à aucun délai.

Dans le cas où le maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le maître d'œuvre dispose alors de trente jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. La décision d'acceptation ou de récusation de ce dernier par le maître d'ouvrage est également expresse et n'est soumise à aucun délai.

S'il apparaît que, pour exécuter ses obligations, le groupement n'est pas en mesure de mobiliser les compétences nécessaires au traitement d'une problématique en particulier, celui-ci est tenu, après constat de la maîtrise d'ouvrage et sur simple demande de sa part, de s'adjoindre par tout moyen jugé opportun les services de spécialistes capables de pallier les défaillances ayant justifié cette demande.

Ces spécialistes sont alors soumis à l'agrément du maître de l'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions définies par l'article 3.4.3 du CCAG MOE. Leur intervention ne peut avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

1.10. Sous-traitant

Pour rappel, en application de l'article L2193-3 du Code de la commande publique que les prestations d'architecte ne peuvent être sous-traitées.

Sauf le respect de la disposition ci-avant, le groupement ou chaque membre du groupement qui le constitue peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à la condition d'avoir préalablement obtenu de la Maîtrise d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des

conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, et ce conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2193-1 et R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour l'application des stipulations des alinéas suivants, l'ensemble de ces démarches est exécuté par l'intermédiaire du mandataire du groupement.

En vue d'obtenir cet agrément, le mandataire présente une déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance), dûment complétée et signée, en y joignant les pièces nécessaires à l'appréciation des capacités économiques et professionnelles du sous-traitant :

- Déclaration sur l'honneur indiquant que le sous-traitant n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévues aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT des trois dernières années ou des derniers exercices clos ;
- Déclaration des effectifs du sous-traitant ;
- Attestations d'assurances RC professionnelle et décennale ;
- Références : liste des principales prestations analogues effectuées au cours des cinq dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé (joindre des références contrôlables : nom et coordonnées de chaque correspondant) ;
- Qualifications des intervenants principaux et correspondant aux prestations sous-traitées ;
- Dans le cas où le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;

La déclaration doit par ailleurs présenter :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse et le numéro SIRET du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- La durée du contrat de sous-traitance ;
- Pour les sous-traitants de premier rang, un relevé d'identité bancaire ou postal.

L'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, est par ailleurs subordonnée à la fourniture d'une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus.

Les sous-traitants de premier rang ont droit au paiement direct de leurs prestations, dès lors que le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est anormalement bas, l'opérateur économique est tenu de fournir à l'acheteur des précisions supplémentaires sur les caractéristiques des prestations. Toute demande de sous-traitance maintenue, à défaut de précisions justifiant le montant des prestations, est rejetée.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont, pour le reste, définies à l'article 3.6 du CCAG MOE.

Quels que soient le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du Marché qui lui a été dévolu. En outre, les obligations mises à la charge du Titulaire du marché s'imposent à l'ensemble des sous-traitants, sous la responsabilité du Titulaire.

Le formulaire DC4 publié par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1.11. Changement de Maître d'Ouvrage

Il est précisé que, si la maîtrise d'ouvrage du Marché devait être substituée, les termes du présent marché resteraient inchangés. La substitution n'implique pas que le Titulaire du présent marché soit déchargé de ses obligations.

1.12. Réalisation de prestations similaires

Conformément aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché, et ce dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. Pièces particulières et générales

Le Marché est constitué des pièces contractuelles suivantes, listées par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction entre leurs stipulations respectives et par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales des Marchés publics de Maîtrise d'Œuvre :

- .1 Le document de mise au point du marché, le cas échéant ;
- .2 L'acte d'engagement et ses annexes :
 - a. Annexe 1 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) indiquant la répartition financière des honoraires par éléments de mission ET par cotraitant ;
 - b. Annexe 2 : Le Planning contractuel résultant de l'offre du titulaire et éventuellement mis au point avant notification du présent marché ;
- .3 Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, ainsi que ses annexes éventuelles ;
- .4 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, ainsi que ses annexes éventuelles ;
- .5 Le Programme technique détaillé de l'opération et ses annexes ;
- .6 Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dans sa rédaction en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix de l'offre du titulaire ;
- .7 Tout ordre de service émis dans le cadre du présent marché ;
- .8 Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du Marché ;
- .9 Les pièces écrites et graphiques du dossier présenté par le titulaire à l'appui de son offre.

Le CCAG-MOE, non-annexé au présent document, est un document d'ordre général réputé connu du titulaire. A titre d'information il est, à la date de rédaction du présent document, téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

La signature du marché entraîne son acceptation.

Le présent document prévaut sur ses annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de son rang dans la liste des annexes propre à chaque document. En l'absence d'une ou de plusieurs des pièces listées ci-dessus, la hiérarchie demeure dans l'ordre existant après le retrait des pièces absentes.

Il est précisé que le (ou les) marché(s) de travaux sont soumis aux stipulations du CCAG applicable aux Marchés publics de travaux en vigueur à la date de passation des marchés. Le titulaire s'engage au

respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles qui sont énoncées par le CCAP des marchés de travaux et qui se substitueront alors aux stipulations du CCAG. Le maître d'ouvrage étant soumis à la réglementation de la Commande publique, le Titulaire doit appliquer la réglementation en vigueur lors de la passation des marchés correspondants.

2.2. Documents contractuels établis après notification du marché

Certains documents sont à établir par différents tiers, en fonction de leurs obligations respectives, après notification du présent marché, et au titre de la conception. Il s'agit :

- Du rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT) ;
- Des attendus du permis de construire à compter de leur délivrance ;
- Du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) établi par le coordonnateur de sécurité.

Ces derniers se positionnent, par ordre de priorité décroissante, entre les points 04 et 05 de l'article précédent du présent document.

2.3. Clause de réexamen

Par la présente stipulation, les parties conviennent qu'elles peuvent effectuer une modification du marché en cours d'exécution, sans toutefois pouvoir en changer la nature globale.

Ainsi, elles se réservent la possibilité d'effectuer des modifications du contrat à l'occasion et pour les besoins suivants :

- Passer du forfait provisoire au forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, dans les conditions définies à l'article « forfait définitif » du présent document.
- Remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution, et ce pendant toute la durée du contrat. Le titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans l'exécution des obligations mises à sa charge par le marché. La substitution intervient, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :
 - Cessation d'activité ;
 - Cession de contrat hors opération de restructuration du Titulaire initial ;
 - Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher l'exécution des obligations contractuelles ;
 - Défaillance grave dans l'exécution des obligations contractuelles (y compris en cas de défaillance du mandataire du groupement dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement).

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières par tous moyens. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble de ses membres sur la substitution.

- Modifier la clause de variation de prix en cas de disparition d'un indice. Dans ce cas, l'indice de substitution est celui préconisé par l'INSEE ou, à défaut, celui issu d'une négociation entre les parties.

ARTICLE 3. MODALITES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

3.1. Forme des notifications

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage use de tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ; et notamment :

- Lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- Remise contre récépissé daté ;
- Mail avec demande d'accusé de réception ;
- Plateforme dématérialisée de partage de documents éventuellement mise à disposition par le maître d'ouvrage.

Les notifications destinées au Maître d'Ouvrage et prévues en application des clauses du présent CCAP et du CCAG, telles que les observations sur ordre de service, les modifications affectant le titulaire, les réclamations ou différends éventuels, sont transmises selon les mêmes modalités.

Les notifications sont faites par le biais du profil d'acheteur (dans le cas de la plateforme dématérialisée) ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à leur siège social.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.2. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les faits suivants nécessitent la notification d'un Ordre de Service par la Maître d'Ouvrage :

- Lorsqu'une décision du Maître d'Ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation tel que, notamment, l'ordre donné au titulaire d'engager un élément de mission ;
- Lorsque le Maître d'Ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du groupement.

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage dans les conditions établies à l'article précédent du présent document.

En cas de réserves de la part du titulaire concernant un ordre de service, ce dernier dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de sa notification pour les présenter, par écrit, au maître de l'ouvrage, sous peine de forclusion. Ce délai a pour point de départ la date de réception de l'ordre de service. Toutefois, le maître d'œuvre se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés et dans les délais établis par ceux-ci le cas échéant, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 4. PRIX ET VALORISATION DU PRIX

4.1. Prix du Marché, nature du prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire, son montant est provisoire et révisable.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même opération, il couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Le détail des prix est établi par l'annexe à l'acte d'engagement nommée « décomposition du prix global et forfaitaire » (DPGF). Ils s'entendent hors T.V.A.

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses mentionnées à l'article 10.1.3 du CCAG MOE, ainsi que celles expressément mises à la charge du MOE par le présent document.

4.2. Forfait de rémunération provisoire et définitif

4.2.1. Forfait provisoire

Le forfait provisoire de rémunération (Rp) est défini à la section B3 de l'acte d'engagement, il est le résultat de l'application d'un taux d'honoraires (ou taux de rémunération) sur l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.

La DPGF fixe la rémunération provisoire de la mission de maîtrise d'œuvre par éléments de mission et par co-traitants.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'ouvrage souligne en particulier qu'aucune rémunération supplémentaire relative aux frais de déplacements ne saurait être accordée au titulaire, et ce quand bien-même des déplacements sur site s'avéraient nécessaires bien qu'initialement imprévus.

4.2.2. Forfait définitif

Le forfait définitif de rémunération (Rd) tient compte du coût prévisionnel des travaux (CPT). Conformément aux dispositions de l'article R.2432-6 du Code de la commande publique, le coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'engage le maître d'œuvre, est arrêté par le maître d'ouvrage lors de l'admission des études d'avant-projet définitif.

Dans le cas d'une dévolution des travaux en marchés séparés, le forfait définitif de rémunération est ainsi calculé :

- Si le CPT est inférieur ou égal à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux :
→ le forfait définitif de rémunération est égal au forfait provisoire de rémunération ;
- Si le CPT est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et que ledit dépassement est <10 % :
→ le forfait définitif de rémunération est égal au forfait provisoire de rémunération ;
- Si le CPT est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et que ledit dépassement est = ou >10 % :
→ le forfait définitif de rémunération est égal au forfait provisoire de rémunération s'agissant des prestations exécutées antérieurement à l'admission du dossier APD ;
→ il est par ailleurs le produit de l'application du taux de rémunération initial au montant résultant du calcul suivant : $CPT - (enveloppe\ financière\ prévisionnelle * 10\%)$ s'agissant des prestations exécutées antérieurement à l'admission du dossier APD ;

Dans le cas d'une dévolution des travaux en un marché unique, le pourcentage de réduction de la rémunération des éléments de mission de base postérieurs à l'APD est fixé à 10 %. Cette réduction se cumule avec le mécanisme décrit ci-avant.

La fixation du forfait définitif de rémunération et du coût prévisionnel des travaux donnent lieu à la conclusion d'un avenant passé en application des dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique : clause de réexamen.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 du marché défini à l'acte d'engagement.

4.3. Modalité de variation des prix

Le Marché est passé à prix révisables.

Les prix du Marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » ou « m0 » défini à la section B3 de l'acte d'engagement.

La révision est calculée selon la formule suivante :

$$P = Po * [0,15 + 0,85 (I_{e-3} / I_0)]$$

Dans laquelle :

- *P est le prix révisé en € HT ;*
- *Po est le prix initial en € HT ;*
- *I est l'indice de référence INGENIERIE (ING) publié par l'INSEE. Lors de la rédaction du présent document il est consultable à l'adresse suivante <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010> ;*
- *Ie-3 est la valeur publiée, prise par l'indice de référence I au mois Me d'exécution des prestations moins trois mois ;*
- *I0 correspond à la valeur publiée, prise par l'indice de référence I au mois zéro du marché.*

4.4. Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix des Marchés sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix des Marchés sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le Titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

ARTICLE 5. MODALITES DE REGLEMENT

5.1. Avance

En application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE et dans la mesure où ceux-ci l'ont acceptée et que le montant du marché ou celui du sous-traité est supérieur à 50 000 € HT, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance dont le taux correspond aux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une caution personnelle et solidaire du montant total de l'avance.

Le délai maximum de paiement des avances est de cinquante (50) jours calendaires. Le point de départ dudit délai correspond à la plus tardive de ces deux dates :

- Réception, par le maître d'ouvrage, de la garantie à première demande (ou de la caution personnelle et solidaire acceptée par lui) ;
- Réception, par le maître d'ouvrage, d'une demande d'avance (facture).

Son remboursement est fait par précompte sur les sommes dues au titulaire ou au sous-traitant, dès que le montant des prestations exécutées atteint 60% du montant du marché ou du montant sous-traité, et cela sur la totalité des sommes dues à hauteur du montant de l'avance. Il est complété lorsque ledit montant atteint 80%.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, si le titulaire, mandataire ou cotraitant a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée est prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

5.2. Acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-MOE, le règlement des prestations se fait sous forme d'acomptes dont le montant est estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier exposé ci-après.

Les éléments de mission ou parts d'éléments de mission rémunérés, selon les termes de l'échéancier, « proportionnellement à l'avancement de l'exécution », sont réglés sous forme d'acomptes mensuels. Le pourcentage d'avancement servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte doit avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

Le calcul de chaque acompte, qu'il soit périodique ou non, est calculé par la différence entre deux décomptes successifs.

5.2.1. Echéancier de paiement des acomptes

Le règlement des comptes du Marché est effectué selon l'échéancier ci-dessous :

- Etudes d'esquisse
 - Montant égal à la prime de concours (sur présentation d'une facture), à la notification du marché ;
 - Le solde après admission du dossier ESQ mis au point.
- Études d'avant-projet sommaire
 - 60% à la remise du dossier
 - 40% après admission
- Études d'avant-projet détaillé
 - 60% à la remise du dossier
 - 20% après admission
- Elaboration du PC et/ou autres autorisations administratives
 - 60% à la remise du dossier
 - 20% après admission

- 20% à l'obtention de la ou des autorisations administratives
- Études de Projet (PRO)
 - 50% à la remise du dossier PRO ;
 - 20% à la remise du dossier DCE complet ;
 - 15% après admission du dossier PRO ;
 - 15% après admission du dossier DCE complet ;
- Assistance à la passation des contrats (ACT)
 - 60% à la remise du rapport d'analyse des offres
 - 40% après notification de l'ensemble des marchés de travaux
- VISA
 - Proportionnellement à l'avancement de l'exécution de la mission
- Direction de l'exécution des travaux (DET)
 - 90% proportionnellement à l'avancement de l'exécution de la mission
 - 10% à la remise du décompte général des travaux
- Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie (AOR)
 - 40% à la réception ;
 - 20% à la remise du dossier des ouvrages exécutés ;
 - 30% à la levée de la dernière réserve,
 - 10% à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- Synthèse des plans d'exécutions (SYN)
 - 100% proportionnellement à l'avancement des travaux
- Coordination SSI
 - 20 % à la remise du cahier des charges fonctionnels du SSI
 - 60 % proportionnellement à l'avancement des travaux (facturation mensuelle)
 - 10 % à la remise du dossier d'identité SSI en phase réception
 - 10 % à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement

5.2.2. Demande de paiement

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures dématérialisées transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement (voir mention code service ci-après) ;
- La date et le lieu de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

- Le cas échéant, les modalités de règlement et dans tous les cas les coordonnées bancaires de l'émetteur ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète et la modifie éventuellement.

Une fois la demande de paiement acceptée par le maître d'ouvrage, le titulaire la transmet par voie dématérialisée.

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Léon bourgeois de Châlons-en-Champagne doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de mise à disposition dans chorus sauf en cas de dépôt les samedis, dimanche et jours fériés. La date de dépôt est alors le premier jour travaillé suivant (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'établissement pour une facture transmise par échange de données informatisées).

Le titulaire ou le mandataire du groupement envoie à la maîtrise d'ouvrage sa demande de paiement par tout moyen permettant de donner une date certaine quant à sa réception.

5.3. Solde

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG MOE, après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article « Achèvement de la mission » du présent document, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ;
- b) Le cas échéant, la pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le cas échéant, les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final. Dans le cas où le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la date de constatation

de l'achèvement de sa mission, le maître d'ouvrage peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins et sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Le maître de l'ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c. Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant constitué de la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la T.V.A. ;
- f. Les éventuelles pénalités dûment constatées lors de l'exécution ;
- g. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d), e) et f) ci-dessus ;
- h. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser. Cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde dans le délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 11.8.1 du CCAG MOE, même lorsque le décompte général est devenu définitif, le maître d'ouvrage peut appeler le maître d'œuvre à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre d'une procédure contentieuse au titre des litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement du décompte.

5.4. Règlement des cotraitants

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sauf les cas de groupement solidaire. Dans ce dernier cas, les sommes sont versées sur le compte du mandataire qui se charge de la répartition des honoraires entre les différents membres de son groupement.

Seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes d'acomptes et le projet de décompte final et à accepter le décompte général.

5.5. Règlement des sous-traitants

Il est rappelé que tout sous-traitant doit faire l'objet d'une acceptation et d'un agrément préalable du maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article « Sous-traitants » du présent document.

Le mandataire vise les notes d'honoraires de chaque sous-traitant et les transmet au maître d'ouvrage.

5.6. Versements, délais de paiement

Les paiements s'effectuent dans les conditions prévues aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du Code de la commande publique. Conformément à l'article R.2192-11 de ce même code, le délai global de paiement est fixé à 50 jours calendaires (pour les établissements publics de santé) à compter de la date de réception de la facture par les services du maître d'ouvrage.

Le paiement des sommes dues est effectué par virement au(x) compte(s) du titulaire défini(s) à l'acte d'engagement. Tout changement dans la domiciliation bancaire du titulaire ou d'un des cotraitants est nécessairement actée par avenant.

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

Centre Hospitalier Léon Bourgeois de Châlons-en- Champagne	Madame PEDRINI Laure	TRESORERIE PRINCIPALE DU CENTRE HOSPITALIER 51 RUE DU COMMANDANT DERRIEN 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	03 26 69 61 81	03.26.68.08.01
---	-------------------------	--	----------------	----------------

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Affermissement d'une tranche

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la délivrance d'une décision spécifique du pouvoir adjudicateur notifiée au maître d'œuvre, accordant un délai minimal de 30 jours calendaires entre la notification et le démarrage des prestations objet de la tranche optionnelle.

Les tranches optionnelles ne seront exécutées qu'en cas de notification des décisions d'affermissement dans un délai maximum de 12 mois à compter de la notification du marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de non-affermissement ou d'absence de décision d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit.

En cas d'affermissement d'une ou de plusieurs tranches optionnelles, le titulaire ne peut en refuser l'exécution.

Aucune indemnité d'attente n'est prévue.

6.2. Ordres de service pour l'exécution des Marchés de travaux

Pour l'exécution des marchés de travaux, le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Ces OS sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le titulaire qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution des marchés de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du CCAG Travaux, sous réserve des dérogations particulières prévues par les marchés de travaux.

Pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux (montant, délai, programme...), le titulaire ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable de sa part.

6.3. Prestations supplémentaires ou modificatives

Le maître d'ouvrage peut prescrire au titulaire, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Dans les cas où le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service mentionné ci-dessus fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du maître d'œuvre.

Ce prix provisoire, permettant une juste rémunération du maître d'œuvre, est utilisé pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix

provisoire fixé par l'ordre de service si, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG MOE, dans le délai de 10 jours calendaires suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont d'accord pour arrêter le prix définitif, celui-ci fait l'objet d'un avenant, sauf dans le cas où le prix est devenu définitif dans le silence gardé par le maître d'œuvre en application de l'alinéa ci-dessus.

Le maître d'ouvrage ne peut émettre d'ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives que dans la mesure où le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est inférieur à 10% du montant hors taxes du marché. Au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter le ou les ordres de service tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un avenant.

6.4. Prolongation éventuelle des délais d'exécution

Par dérogation aux stipulations de l'article 15.3.1 du CCAG MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage ou du fait d'un événement ayant le caractère d'imprévision faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut décider de la prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation aux stipulations de l'article 15.3.3 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage n'est pas réputé, par son silence, avoir accepté la demande du maître d'œuvre.

Par dérogation aux stipulations de l'article 15.3.5 du CCAG MOE, en cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 15% par rapport à celle initialement prévue dans les marchés de travaux, et uniquement si le retard d'exécution n'est pas de la responsabilité du maître d'œuvre mais lié à une défaillance d'entreprises, le titulaire peut se rapprocher du maître d'ouvrage pour évoquer un complément de rémunération sur la mission DET exclusivement. Les prolongations de chantier liés à des aléas ne rentrent pas dans le cadre de cette rémunération complémentaire.

En dessous de ce seuil, le titulaire ne peut prétendre à aucune rémunération complémentaire.

6.5. Délais d'exécution des prestations et pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, le tableau ci-après fixe les délais maximum d'exécution des prestations ainsi que les montants des pénalités correspondants en cas de retard.

Toutefois, dans la mesure où le planning à valeur contractuelle remis par le Titulaire dans son offre présente un délai global et/ou des délais intermédiaires (par élément de mission) inférieurs, seuls ces derniers sont alors applicables au marché en lieu et place des délais inscrits (au stade de la consultation) dans le tableau ci-après.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre est plafonné à 15% du montant total du marché ou de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités sont appliquées sur simple constat et le maître d'ouvrage n'invitera pas le maître d'œuvre à présenter ses observations au préalable.

ELEMENT DE MISSION	POINT DE DEPART DU DELAI	PENALITES (en €, par jour de retard)	DELAI MAX. FIXE PAR LE MOA
ESQ			
Etudes d'Esquisse (mise au point des)	Notification du Marché	1/2 000 ^e *	3 semaines
AVP			
Dossier APS	Admission du dossier ESQ	1/2 000 ^e *	8 semaines
Dossier APD	Admission de l'APS	1/2 000 ^e *	8 semaines
PC			
Dossiers d'autorisations administratives	Admission de l'APD	1/3 000 ^e *	3 semaines
PRO			
Dossier PRO	Admission de l'APD	1/2 000 ^e *	9 semaines
Etablissement du DCE	Admission du PRO	1/3 000 ^e *	3 semaines
ACT			
Rapport d'analyse des candidatures et des offres	Réception des plis par le maître d'œuvre	1/5 000 ^e *	20 jours calendaires
Mise au point des contrats travaux	Décision d'attribution du MOA	1/5 000 ^e *	12 jours calendaires
VISA			
VISA des documents d'exécution	A compter de leur réception	400 €	5 jours calendaires
DET / OPC			
Compte rendu de réunion	A compter du jour de la réunion	400 €	2 jours ouvrés
Constats	A la demande d'un intervenant du chantier pour le déplacement sur site	400 €	72h
	A la demande d'un intervenant du chantier pour la remise du constat écrit		1 semaine
Notification des décisions	A la demande du maître d'ouvrage	400 €	5 jours calendaires
Analyse des mémoires en réclamation	A compter de la réception du mémoire	150 €	2 semaines
Vérifications des projets de décomptes des entrepreneurs	A réception	250 €	7 jours calendaires
Vérification du projet de décompte final et établissement du décompte général	A réception	400 €	15 jours calendaires
Vérification des factures de travaux connexes	A réception	400 €	7 jours calendaires
Vérification des demandes de sous-traitance	A réception	400 €	4 jours calendaires
AOR			

ELEMENT DE MISSION	POINT DE DEPART DU DELAI	PENALITES (en €, par jour de retard)	DELAJ MAX. FIXE PAR LE MOA
OPR	A réception du courrier de l'entreprise avisant le maître d'œuvre de la fin de ces travaux.	400 €	30 jours calendaires
Proposition de réception	A compter des OPR	800 €	5 jours calendaires
DOE	A compter de la réception	400 €	30 jours calendaires
Examen des désordres	A compter de la notification du MOA	400 €	2 semaines
PV de levée des réserves	A compter de la réunion de levée de réserves	400 €	5 jours calendaires

* de la tranche considérée.

6.6. Autres pénalités

Par dérogation aux stipulations de l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas d'absence du titulaire en réunion de chantier et sur simple constat du maître d'ouvrage, une pénalité de 300 € par manquement s'applique.

Par ailleurs, dans le cas où, du fait du retard imputable au maître d'œuvre dans la vérification des décomptes des entrepreneurs ainsi que des factures de travaux connexes, le maître d'ouvrage est contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité supplémentaire égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables s'applique.

En cas de non-respect des observations du CT ou du CSPS de l'opération et sur simple constatations du maître d'ouvrage, une pénalité forfaitaire de 500€ par occurrence s'applique.

Enfin, le non-respect de la réglementation en matière de travail dissimulé, y compris des formalités prévues par le Code du travail, est sanctionné par une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité est toutefois plafonné en fonction du montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

6.7. Régime des pénalités

Sauf indication expresse contraire et par dérogation aux stipulations des articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG, toutes les pénalités :

- Sont dues dès le premier euro ;
- Ne sont pas libératoires ;
- Sont cumulatives et leur montant est plafonné à hauteur de 15% du montant HT du marché ou d'une tranche en cours d'exécution. Il est toutefois à noter que le maître d'ouvrage se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché, « pour faute du titulaire » et dans les conditions prévues à l'article du même nom du présent document, dès lors que ce montant atteint 10%.

Les pénalités ne sont assujetties ni à la révision ni à la TVA.

Le cas échéant, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente ou à défaut de ces indications, elles sont retenues

en totalité sur le montant dû au mandataire du groupement, sans que cette action n'engage la responsabilité du maître d'ouvrage.

Les pénalités sont fixées exclusivement à titre coercitif et n'ont pas, par conséquent, été établies en vue de réparer l'intégralité du préjudice que pourrait subir le maître d'ouvrage du fait de la survenance de l'évènement sanctionné. Le maître d'ouvrage conserve le droit d'obtenir la réparation intégrale de son préjudice, nonobstant l'application des pénalités.

6.8. Présentation des documents

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou à son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 3 jours calendaires. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartient au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Le titulaire s'engage également à fournir tous les justificatifs et documents complémentaires que peut demander un des acteurs de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de sa mission (acheteur ou son représentant, AMO, etc.). En outre, les éventuelles propositions de mesures correctives demandées au titulaire dans le cadre de sa mission doivent être soumises à l'acheteur pour approbation.

6.9. Délais d'admission des études

Pour l'application de l'article 20.2 du CCAG, la décision, par le maître d'ouvrage, d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés intervient avant l'expiration des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG MOE le titulaire n'est pas avisé des dates de vérifications des documents par le maître d'ouvrage.

Désignation du livrable	Délai d'admission
Etudes ESQ (mise au point des)	2 semaines
Etudes APS	3 semaines
Etudes APD	4 semaines
Dossier d'autorisation administratives	1 semaine
Etudes PRO	4 semaines
DCE complet en vue de la publication	4 semaines
ACT	3 semaines
VISA DES DOE	2 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception, par le maître d'ouvrage, des livrables relatifs à chaque élément de mission mentionné dans le tableau ci-avant.

Par dérogation aux stipulations de l'article 21 du CCAG MOE :

- L'admission tacite est exclue : dans le cas où la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme acceptée. Par conséquent, notamment pour les délais d'admission des documents d'études, le

départ de l'exécution de la mission suivante est conditionné par la décision d'admission du maître d'ouvrage ;

- Le maître d'œuvre dispose de quinze jours calendaires à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 35 du CCAG-MOE. Passé ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté la décision de rejet ;
- Dans le cas où le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 15 jours calendaires pour confirmer sa décision motivée de rejet ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage n'est pas réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre.

Conformément à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le titulaire doit aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle ces documents lui sont présentés.

6.10. Vérifications des décomptes des entrepreneurs

6.10.1. Vérification des projets de décomptes des entrepreneurs

Au cours des travaux, le titulaire procède à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs aux fins d'acceptation ou de rectification. Ces derniers lui sont adressés par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception.

Dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le titulaire détermine le montant de l'acompte mensuel à régler. Dans les délais prévus par le présent document, il transmet au maître d'ouvrage, en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant qu'il notifie à l'entrepreneur accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Après vérifications par la maîtrise d'ouvrage, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Délai de notification au titulaire et de transmission au maître de l'ouvrage

Conformément à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, le délai de notification à l'entrepreneur titulaire et de transmission au maître d'ouvrage ou à son représentant par le maître d'œuvre de l'état d'acompte mensuel est fixé à 1 semaine (soit 7 jours calendaires) à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise par l'entreprise.

6.10.2. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur, conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Le maître d'œuvre joint au décompte général, s'il y a lieu, une copie de l'accusé de réception ou du récépissé délivré à l'entreprise à la réception du projet de décompte final. A défaut, il indique, sur le projet de décompte final, la date à laquelle il a reçu le projet de décompte.

Délai de vérification

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

6.10.3. Vérification paiement des travaux connexes

Pour tous les autres contrats passés par le maître de l'ouvrage ou son représentant et contribuant à la réalisation de l'ouvrage concerné par le présent marché tel qu'il découle du programme, le maître d'œuvre vérifie la facture ou le mémoire transmis par l'entrepreneur.

Après vérification et attestation de l'exécution conforme des travaux, le maître d'œuvre transmet la facture ou le mémoire pour paiement au maître de l'ouvrage ou à son représentant.

Délai de vérification

Le délai pour la vérification de la facture est fixé à 7 jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

6.10.4. Instruction du mémoire en réclamation

a) Délai de vérification

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours calendaires à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

b) Pénalités de retard

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 150 €.

ARTICLE 7. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-MOE.

7.1. Application des principes généraux de prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

Le titulaire doit se conformer aux injonctions du coordonnateur.

7.2. Collaboration dans la phase des études

Le titulaire est tenu d'associer le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Chaque fois qu'il le juge nécessaire il convoque le coordonnateur aux réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adresse ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le maître d'œuvre doit tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures que ce dernier jugera d'une efficacité au moins équivalente.

7.3. Mesures d'organisation générale du chantier

Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, lorsque le chantier, vu le nombre d'entreprises et l'effectif des travailleurs le rend obligatoire.

Le maître d'œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

ARTICLE 8. MAITRISE DES COUTS ET ENGAGEMENTS

8.1. Engagements du Titulaire sur le coût prévisionnel des travaux (CPT)

Les études de conception menée par le maître d'œuvre doivent permettre une optimisation des coûts de construction et d'exploitation. Les choix architecturaux et techniques doivent être réalisés dans cet objectif tout en garantissant le respect des performances attendues par le maître d'ouvrage.

Une proposition du coût prévisionnel des travaux est remise par le maître d'œuvre avec les pièces correspondantes aux éléments APD. Il représente le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage conformément au programme.

Dans le cas où le coût ainsi proposé par le maître d'œuvre est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée.

En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et dans les conditions fixées par le présent document.

En contrepartie de la mission acceptée par celui-ci, le maître de l'ouvrage s'oblige à verser au titulaire les honoraires correspondants à une somme forfaitaire provisoire puis définitive telle que définie à l'acte d'engagement et au présent document.

8.2. Engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux (CPDT)

A l'issue de la validation de l'APD, un avenant au marché (cf. article « forfait définitif ») fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux (CPDT) établi sur la base des conditions économiques du mois m0, que le titulaire s'engage à respecter.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage ou son représentant. Le titulaire est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet validé à l'APD. Lorsque le maître d'ouvrage ou son représentant dispose des résultats de la mise en concurrence des entreprises de travaux, le titulaire établit le coût de référence des travaux (CRT).

Pour l'appréciation du respect de l'engagement du titulaire, le taux de tolérance suivant s'applique au coût objet de l'engagement du titulaire (TT CPDT) :

$$\text{TT CPDT} = 2\%$$

Par conséquent, le seuil de tolérance s'établit comme suit :

$$\text{Seuil de tolérance} = \text{CPDT} \times 1.02$$

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel définitif des travaux et le coût de référence des travaux, les montants des marchés de travaux sont ramenés à la date du mois m0 du contrat de maîtrise d'œuvre par utilisation de l'index BT01. Cet index est publié par l'INSEE. Le coefficient de réajustement est arrondi au millième supérieur.

Dans le cas où le CRT est supérieur au CPDT assorti du taux de tolérance défini ci-dessus, soit dans le cas d'un dépassement du seuil de tolérance, le maître d'ouvrage ou son représentant est en droit de demander la reprise des études.

Dans ce cas, le titulaire a alors obligation de produire de nouvelles études en conformité avec le programme et sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, afin de permettre le respect du seuil de tolérance. Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage ou à son représentant dans un délai de 15 jours calendaires suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage ou son représentant, le titulaire établit un nouveau DCE dans le délai de 20 jours calendaires à compter de l'accusé de réception de cette acceptation.

Si, à la suite de la production de nouvelles études, d'une nouvelle consultation ou d'un refus de sa part d'effectuer la reprise des études, le titulaire demeure dans l'incapacité de respecter son engagement, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies à l'article 11.3 du présent document.

8.3. Engagement sur le coût de référence des travaux (CRT)

En cours d'exécution des travaux, tout dépassement doit immédiatement entraîner, de la part du titulaire, la mise en place de mesures correctrices, soumises à l'approbation du maître de l'ouvrage et destinées à le ramener au plus près de son engagement.

En cas de projet d'OS avec incidence financière, le titulaire doit prévenir préalablement le maître d'ouvrage ou son représentant. Celui-ci peut alors demander au titulaire de lui fournir, préalablement à la demande de devis à l'entreprise, l'estimation de la maîtrise d'œuvre sur les travaux relatifs à ce projet d'OS.

Conformément à l'article R2432-4 du CCP, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de référence des marchés publics de travaux (CRT), assorti d'un taux de tolérance fixé ci-après. Le CRT est défini à l'article 7.2 du présent document.

Le respect de cet engagement est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, en tenant compte du coût constaté des travaux (CCT) résultant des décomptes finaux et des factures des opérateurs économiques chargés des travaux.

Pour permettre la comparaison entre le coût de référence des travaux et le coût constaté des travaux, les montants des travaux réellement exécutés sont ramenés à la date du mois M0 des marchés de travaux par utilisation de l'index BT01. Cet index est publié par l'INSEE. Le coefficient de réajustement est arrondi au millième supérieur.

Pour l'appréciation du respect de l'engagement du titulaire, le taux de tolérance suivant s'applique au coût objet de l'engagement du titulaire (TT CRT) :

TT CRT = 2%

Par conséquent, le seuil de tolérance s'établit comme suit :

Seuil de tolérance = CRT x 1.02

Le titulaire présente, suite à la remise des Décomptes Généraux Définitifs (DGD) travaux, tous les calculs permettant le contrôle par le maître d'ouvrage du respect du seuil de tolérance fixé dans le présent article et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux avec les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés peut être bloquée dans l'attente de ces calculs.

Dans le cas où le CCT est supérieur au CRT assorti du taux de tolérance défini ci-dessus, soit dans le cas d'un dépassement du seuil de tolérance, le Titulaire supporte une pénalité Pn calculée comme suit (les travaux classés A et P sont définis à l'article 9 du présent document) :

Pn travaux de construction neufs = [CCT - A - P - (CRT x 1.02)] x 30%

Pn travaux de réhabilitation = [CCT - A - P - (CRT x 1.03)] x 30%

Le montant de cette pénalité est toutefois plafonné à 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 9. MODIFICATIONS DE LA TENEUR DES TRAVAUX

Lors des études et des travaux, pour la mission du maître d'œuvre, les modifications dans la consistance du projet sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des trois catégories ci-après :

Catégorie A :

Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage (Aléas résultant de la nature du sol, exigences d'administrations locales, modification de réglementation, etc.).

Catégorie P :

Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du Programme ou de dispositions techniques demandées par le maître d'ouvrage.

Catégorie E :

Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'Exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

9.1. Modifications de catégories A et P

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications sont estimées par le titulaire aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre. Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications sont chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois M0 travaux.

L'incidence financière de ces modifications de catégories A et P est pris en compte :

- Dans le coût prévisionnel des travaux (CPT) lorsqu'elles interviennent lors des études.
- Dans le coût de référence des travaux (CRT) résultant des contrats de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

Dans chaque cas, le titulaire estime les incidences de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire, décomposée par élément de mission.

La modification de la rémunération forfaitaire intervient par avenant au marché de maîtrise d'œuvre.

Les reprises d'études sont réglées sur une base forfaitaire, définie en fonction de leur importance, en tenant compte du fait qu'elles ne constituent qu'un accessoire aux prestations du marché et aux modalités de rémunération de ces dernières. En aucun cas, le maître d'œuvre ne peut conditionner l'exécution des reprises d'études à un accord sur leur rémunération.

9.2. Modifications de catégorie E

L'incidence financière des modifications de catégorie E ne peut en aucun cas (y compris lorsque les travaux sont exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant) donner droit à une modification des conditions du respect par le titulaire de son engagement sur le CRT et ne donnera lieu à aucune rémunération complémentaire.

Il peut être demandé au titulaire de compenser tout ou partie des incidences financières résultant de ces modifications par des recherches d'économie sur le projet.

Pour parer aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le titulaire peut préparer des options économiques. Ces options sont soumises à l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant et étudiées par le titulaire à ses frais. Leurs études et réalisations doivent être sans incidence sur les délais d'exécution. Ces options économiques sont classées en catégorie E.

9.3. Modifications indépendantes des trois catégories

Lorsque, en cours de travaux, certaines difficultés surviennent qui ne relèvent pas de la responsabilité du maître d'œuvre ni de celle du maître d'ouvrage (défaillance d'entreprise par exemple), il peut advenir que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devienne supérieure à ce qu'elle aurait été si ces difficultés n'avaient pas été rencontrées. La majoration du coût résultant de ces difficultés ne peut pas donner lieu à une modification du forfait de rémunération du maître d'œuvre (ni augmentation, ni pénalisation), sauf en cas d'accord du maître d'ouvrage et d'incidence importante sur la consistance et la durée de la mission (prestations supplémentaires, allongement des délais de chantier, etc.) dûment justifiée par le Titulaire du présent marché.

ARTICLE 10. UTILISATION DES RESULTATS

Conformément aux stipulations de l'article 24.2.1.4 du CCAG MOE, le montant du marché tient compte du prix de la concession des droits afférents aux résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.

Par dérogation aux stipulations de l'article 24.4.1 du CCAG MOE, de manière générale, le maître d'œuvre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats, lorsque celle-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet du marché ou, plus largement, aux missions du maître d'ouvrage.

Par dérogation aux stipulations de l'article 24.7 du CCAG MOE, dans le cas où le maître de l'ouvrage ou les tiers désignés dans le marché souhaitent exploiter commercialement les résultats, ils s'engagent à solliciter l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;

- Les modalités de contrôle des versements effectués.

ARTICLE 11. RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION

11.1. Réception des documents

Le maître d'ouvrage ou son représentant procède à la réception des documents remis par le titulaire conformément aux dispositions et délais définis par le présent marché.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG MOE, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des documents remis pour acceptation.

11.2. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou, exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de la garantie considérée sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans les délais prévus au présent marché. Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, l'absence de décision dans ce délai ne vaut pas réception des prestations.

ARTICLE 12. RESILIATION DU MARCHE

12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le maître d'ouvrage, qui est une personne publique, est en droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général.

Par dérogation et complément aux stipulations de l'article 27 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques / éléments de mission telles que définies à l'article 1.8 du CCAP.

Par dérogation aux stipulations de l'article 31 du CCAG, une résiliation du marché par le maître d'ouvrage pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit pour le titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe alors d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de ces sommes dans un délai de quinze jours calendaires après la notification de la résiliation du marché.

12.2. Résiliation pour réalisation d'un cas d'exclusion

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, il informe sans délai le maître d'ouvrage de ce changement de situation. Le maître d'ouvrage peut alors résilier le marché pour ce seul motif, excepté dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en vertu de l'article L. 631-1 du Code de commerce.

12.3. Résiliation pour faute du titulaire

Outre les cas évoqués à l'article 30.1 du CCAG-MOE, qui demeure entièrement applicable, est considéré comme une faute susceptible d'une résiliation l'atteinte d'un montant de pénalités égal ou excédant 10% du montant total HT du marché ou d'une tranche en cours d'exécution.

En tout état de cause, la résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par dérogation aux stipulations de l'article 32.3 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre est alors rémunérée avec un abattement de 10%.

12.4. Résiliation pour non-respect des engagements sur le coût des travaux

En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière, en cas de non-respect de l'engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux (CPDT), ou encore en cas de non-respect de l'engagement sur le coût de référence des travaux (CRT), et ce dans les conditions définies par le présent document, le marché peut être résilié sans indemnités.

Les prestations déjà accomplies sont alors rémunérées sur la base des modalités du marché. Toutefois, la rémunération de l'élément de mission sur lequel le maître d'œuvre s'est engagé à l'issue de l'APD, est affectée d'un abattement égal à 5%.

12.5. Modalités de résiliation dans le cadre d'un groupement

Dans le cas où l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent pour l'exécution des prestations qui lui sont attribuées, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, la décision étant adressée au mandataire.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti à ce membre, dans le cas où ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.

En cas de groupement solidaire, tous les membres du groupement sont financièrement solidaires pour assurer les prestations du membre défaillant du groupement dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti à ce membre, dans le cas où ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.

A défaut, les mesures prévues à l'article 34 du CCAG-MOE peuvent être appliquées au membre du groupement défaillant comme au mandataire.

Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des prestations qui le concerne, les stipulations suivantes s'appliquent :

- Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution de ses prestations. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 3.5.4 du CCAG MOE.
- Faute de l'accord des autres membres du groupement, le maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau Marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le mandataire.

Dans ce dernier cas :

- Si les autres membres du groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 3.5.4 du CCAG MOE. Le Marché est alors modifié par avenant pour désigner la part des prestations exclues du Marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement ;
- Si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage résilie la totalité du Marché.

Les articles du CCAG-MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 30) et de la résiliation pour événement extérieurs (art. 28) sont susceptibles de s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Le titulaire et chaque membre du groupement doit produire dans les quinze (15) jours calendaires qui suivent la notification du marché, ainsi qu'en début de chaque année civile - pendant la durée du chantier, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis aux articles suivants, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance ;
- numéro de police ;
- date d'effet, période de validité ;
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun ;
- montants des garanties accordées par nature

Il appartient au titulaire d'effectuer le contrôle des attestations d'assurance des sous-traitants. En cas de sinistre, le titulaire est responsable des dommages causés par lesdits sous-traitants.

13.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du marché ou, le cas échéant, chaque cotraitant, justifie d'une assurance de responsabilité civile garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Les montants de garanties sont suffisants au regard du montant des travaux, des risques du chantier et de l'activité du titulaire.

Cette garantie est maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants doit en justifier, au moyen d'une attestation d'assurance, à chaque échéance annuelle.

13.2. Assurance de responsabilité civile décennale

Le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants justifie d'une assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-7 et suivants du Code civil. L'attestation indique l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à 1.5 fois le montant des honoraires de maîtrise d'œuvre, tel qu'il résulte de leur engagement.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les cotraitants sont tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels, dans la mesure où ces derniers ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité civile décennale.

13.3. CCRD

Dès lors que les travaux entrent dans le champ d'application de l'obligation d'assurance au titre des articles L. 241-1 et s du Code des Assurances, le maître d'ouvrage peut souscrire pour le compte des constructeurs traitant avec le maître de l'ouvrage, une police RC décennale collective telle que visée par les articles R 243-1 et s du Code des Assurances, dénommée communément, Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) dont la garantie, au titre de la Responsabilité Civile Décennale des Maîtres d'œuvre traitant directs et du contrôleur technique (articles 1792 à 1792-2 du Code civil).

La franchise est identique, pour l'ensemble des titulaires de la mission de maîtrise d'œuvre, y compris en cas de groupement momentané, mais applicable personnellement à chacun des cotitulaires ou des membres du groupement pris individuellement et non collectivement.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage fera ses meilleurs efforts afin que le plafond de garantie au titre du contrat CCRD ne soit pas inférieur au coût de construction déclaré par le maître d'ouvrage.

13.4. Assurance tout risque chantier

Le maître d'ouvrage souscrit éventuellement une assurance Tout Risque Chantier.

Le titulaire unique du contrat ou, s'il y a lieu, tous les cotraitants en cas de groupement, lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le cas échéant le paiement de la prime d'assurance est fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire.

13.5. Assurance dommages - ouvrage

Le maître d'ouvrage envisage de souscrire une police d'assurance dommages ouvrage.

Le titulaire unique du contrat ou, s'il y a lieu, tous les cotraitants en cas de groupement, lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance est fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au Titulaire.

13.6. Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les assurances souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Il s'engage en outre à répercuter l'ensemble de ces obligations en matière d'assurance à ses sous-traitants.

ARTICLE 14. REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'article 35 du CCAG-MOE est applicable au présent marché.

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne
25, rue du Lycée
51036 Châlons-en-Champagne Cedex
tél. : 03 26 66 86 87
greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr
<http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

La langue utilisée pour toute discussion est le français.

ARTICLE 15. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

15.1. Situation fiscale et parafiscale du titulaire

Le titulaire du marché certifie, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la société qu'il représente ne tombe pas sous le coup de l'interdiction résultant de l'article 50 modifié, de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 et du décret n°54-82 du 22 janvier 1954 pris pour son application.

15.2. Etat annuel des certificats reçus et lutte contre le travail illégal

Le titulaire s'engage à fournir à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus, et les attestations sur l'honneur prévus aux articles L8222-1, D8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D8222-7 et 8 (si le titulaire est établi à l'étranger), D8254-2 à 5 et L5212-1 du Code du Travail.

A ce titre, le titulaire transmet :

- La liste nominative de tous les salariés étrangers du titulaire soumis à autorisation de travail ;
- Une attestation de régularité fiscale émanant de la direction générale des finances publiques pour l'année en cours (ou un équivalent) ;
- L'attestation de vigilance « attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales » émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (notamment l'URSSAF), datant de moins de six mois (ou un équivalent) ;
- Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - son numéro unique d'identification (n° SIREN délivré par l'INSEE),
 - ou, à défaut, notamment s'il est étranger, tout document justifiant de son immatriculation, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine, datant de moins de trois mois
 - (ou un équivalent)

Cette obligation s'applique également à l'ensemble des cotraitants et des sous-traitants éventuels du Titulaire.

A défaut, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Article du présent CCAP	Article du CCAG MOE auquel il est dérogé
1.5	3.4
1.9	3.4.3
2.1	4.1
5.2	11.2
5.3	11.7 / 11.8.1
6.1	11.9.1
6.2	14.2
6.3	15.3.1 / 15.3.3 / 15.3.5
6.4	16.2.3 / 16.2.2 / 16.2.4
6.5	16.2.3
6.6	16.2.1 / 16.2.2
6.8	20.5 / 21
10	24.4.1 / 24.7
11.1	20.5
11.2	21
12.1	31 / 27
12.3	32.3
12.6	29.1

Châlons-en-Champagne, le 3 mars 2025

Le Directeur du Centre Hospitalier Léon Bourgeois
de Châlons-en-Champagne

Frédéric-Alexandre CAZORLA-SEIGNOL